

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 décembre 2013

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

**Projet de révision de l'article 74
de la Constitution**

AMENDEMENT

N° 1 DE MME PAS

Article unique

Remplacer l'article 74 proposé par ce qui suit:

"Art. 74. Par dérogation à l'article 36, le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le chef de l'État et la Chambre des représentants."

Disposition transitoire

Le présent article entre en vigueur le jour des élections en 2014. Jusqu'à cette date, les dispositions suivantes restent d'application:

Par dérogation à l'article 36, le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des représentants pour:

- 1° l'octroi des naturalisations;*
- 2° les lois relatives à la responsabilité civile et pénale des ministres du Roi;*

Document précédent:

Doc 53 **3175/ (2013/2014):**
001: Projet transmis par le Sénat.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 december 2013

HERZIENING VAN DE GRONDWET

**Ontwerp tot herziening van artikel 74
van de Grondwet**

AMENDEMENT

Nr. 1 VAN MEVROUW PAS

Enig artikel

Het voorgestelde artikel 74 vervangen als volgt:

"Art. 74. In afwijking van artikel 36 wordt de federale wetgevende macht gezamenlijk uitgeoefend door het Staatshoofd en de Kamer van volksvertegenwoordigers."

Overgangsbepaling

Dit artikel treedt in werking op de dag van de verkiezingen in 2014. Tot die datum blijven de volgende bepalingen van toepassing:

In afwijking van artikel 36 wordt de federale wetgevende macht gezamenlijk uitgeoefend door de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers voor:

- 1° het verlenen van naturalisaties;*
- 2° de wetten betreffende de burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ministers van de Koning;*

Voorgaand document:

Doc 53 **3175/ (2013/2014):**
001: Ontwerp overgezonden door de Senaat.

3° *les budgets et les comptes de l'État, sans préjudice de l'article 174, alinéa 1^{er}, deuxième phrase;*
4° *la fixation du contingent de l'armée.*"

JUSTIFICATION

Étant donné notre vision globale de la suppression du Sénat, nous estimons souhaitable de lui supprimer toute compétence et de faire en sorte que le pouvoir législatif repose totalement entre les mains du chef de l'État et de la Chambre des représentants. Il convient de souligner que nous choisissons aussi de parler du chef de l'État et non du Roi. Nous entendons ne pas réserver exclusivement le rôle de chef de l'État à un roi ou à une reine, mais l'étendre également, et par principe, à un chef d'État démocratiquement élu.

En Flandre, il existe un consensus assez large sur la nécessité de réformer en profondeur les institutions de notre pays. L'une des réformes qui recueille à cet égard une adhésion relativement large concerne la suppression du Sénat, dès lors que celui-ci est considéré comme une institution plutôt superflue.

Pendant longtemps, le Sénat de Belgique a exercé les mêmes compétences que la Chambre des représentants, dans le cadre d'un régime bicaméral à part entière. Pour justifier ce bicaméralisme, ses défenseurs ont argué du fait que le législateur devait, lui aussi, être soumis à un certain contrôle et qu'il convenait dès lors que la seconde chambre puisse, le cas échéant, se prononcer à son tour sur les lois votées par la première chambre. Les opposants au bicaméralisme, quant à eux, invoquent son coût élevé, les retards sur le plan législatif et le fait qu'il n'a pas été démontré qu'un régime bicaméral fonctionne mieux qu'un régime monocaméral.

La réforme de l'État et la révision de la Constitution de 1993 ont limité le rôle constitutionnel du Sénat à celui d'une chambre de seconde zone, subordonnée en grande partie à la Chambre des représentants, où ont lieu les débats importants. De plus, le Sénat ne peut pas provoquer la chute du gouvernement, ce que ce dernier ne manque d'ailleurs pas de montrer très clairement par l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de cette assemblée. Pour répondre aux demandes d'explications, les gouvernements Leterme ont systématiquement dépêché, comme le faisaient déjà les deux gouvernements Verhofstadt, un secrétaire d'État chargé de lire la réponse en lieu et place du ministre compétent. De surcroît, le Sénat n'est plus compétent en matière de budget, ce qui représente une autre moins-value importante pour l'assemblée parlementaire.

En outre, les articles 77 et 78 de la Constitution, qui prévoient qu'en cas de différence entre l'issue d'un débat à la Chambre et au Sénat, c'est la Chambre des représentants qui a le dernier mot, montrent très clairement la prédominance de la Chambre des représentants.

3° *de begrotingen en de rekeningen van de Staat, onverminderd artikel 174, eerste lid, tweede zin;*
4° *de vaststelling van het legercontingent.*"

VERANTWOORDING

Gelet op onze algehele visie om de Senaat af te schaffen, lijkt het de indieners van dit amendement wenselijk om elke bevoegdheid van de Senaat te schrappen en de wetgevende macht volledig in handen te leggen van het Staatshoofd en de Kamer van volksvertegenwoordigers. Er dient op gewezen dat wij ook wensen te spreken over het Staatshoofd en niet over de Koning. De indieners willen de rol van Staatshoofd niet exclusief voorbehouden voor een koning of een koningin, maar dit bij uitbreiding en principieel ook mogelijk maken voor een democratisch verkozen staatshoofd.

Er bestaat in Vlaanderen een vrij brede consensus over de noodzaak tot een grondige hervorming van de instellingen van dit land. Eén van de hervormingen waarover ter zake een vrij grote eensgezindheid bestaat, is de afschaffing van de Senaat die immers wordt beschouwd als een vrij overbodige instelling.

Geruime tijd heeft de Belgische Senaat, in het kader van een volwaardig tweekamerstelsel, dezelfde bevoegdheden gehad als de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit tweekamerstelsel werd door zijn voorstanders gerechtvaardigd met het argument dat ook de wetgever enige controle nodig heeft en dat het zodoende past dat de tweede kamer zich eventueel nog eens uitspreekt over de door de eerste kamer gestemde wetten. Tegenstanders verwijzen naar de hoge kostprijs van dit stelsel, naar de vertragingen op wetgevend vlak en naar het feit dat niet bewezen is dat een tweekamerstelsel beter zou functioneren dan een eenkamerstelsel.

Met de staatshervorming en de grondwetsherziening van 1993 is de rol van de Senaat grondwettelijk beperkt tot een tweederangskamer, in grote mate ondergeschikt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De grote debatten gebeuren in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De regering kan trouwens niet door de Senaat ten val worden gebracht. De regering laat dit trouwens zeer duidelijk blijken uit de manier waarop ze de Senaat behandelt. Zowel de twee regeringen-Verhofstadt als de regeringen-Leterme stuurden bij vragen om uitleg telkens een staatssecretaris van dienst om het antwoord af te lezen. De Senaat is ook niet meer bevoegd voor de begroting, wat opnieuw een belangrijke minderwaarde voor de parlementaire assemblee vertegenwoordigt.

Bovendien blijkt zeer duidelijk uit de artikelen 77 en 78 van de Grondwet — waarbij wordt bepaald dat het de Kamer van volksvertegenwoordigers is die het laatste woord heeft ingeval van verschil tussen de uitkomst van een debat in de Kamer en de Senaat — dat het die kamer is die de bovenhand heeft gekregen.

Néanmoins, pour que le Sénat conserve encore un certain sens, on lui a entre autres assigné un rôle de pacification communautaire. De par sa composition, le Sénat serait l'assemblée la plus à même de résoudre des problèmes entre les différentes Communautés. En effet, le Sénat est en partie composé de parlementaires qui ont été élus dans leur parlement régional et, de là, délégués au Sénat. Dans la pratique, il s'est néanmoins avéré que le Sénat n'a pour ainsi dire jamais pu jouer ce rôle de pacification communautaire. Lorsqu'il est amené à émettre un avis sur des conflits dits d'intérêts opposant Flamands et francophones, le Sénat se borne soit à invoquer l'un ou l'autre texte vide de sens, soit à constater simplement qu'il est dans l'incapacité d'émettre un avis, faute de consensus entre sénateurs flamands et francophones. Il a donc manifestement échoué dans sa mission de pacificateur.

Une autre mission assignée au Sénat lors de la dernière réforme de l'État est celle de chambre de réflexion. Ici aussi, le bilan s'est révélé extrêmement maigre. Certes, le Sénat a organisé des débats qui ont connu un certain retentissement, notamment celui sur le droit de vote des non-Belges qui refusent la nationalité belge, celui sur l'euthanasie, etc. Mais tous ces débats ont à chaque fois été menés à nouveau à la Chambre des représentants. L'on peut sérieusement douter de la pertinence sociétale de la répétition de ces débats dans les deux chambres dans la mesure où ils s'y déroulent selon les mêmes lignes de conduite puisque ce sont les partis, et non les députés ou les sénateurs, qui déterminent le contour et le contenu des débats.

Dans la Belgique actuelle, un régime bicaméral équivaut dès lors à un parfait gaspillage de deniers publics puisqu'il n'apporte aucune valeur ajoutée, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif, au travail législatif et à la mission de contrôle du législateur. Le mieux serait donc d'abolir le Sénat. Ceci est d'autant plus vrai en ces temps de crise, car la suppression du Sénat, qui coûte environ 64 millions d'euros par an au Trésor, entraînerait une économie substantielle pour les finances publiques.

L'on peut dès lors s'atteler sans tarder à la suppression du Sénat, compte tenu du large consensus que recueille cette idée. Le présent amendement doit donc être lu dans ce contexte.

Om de Senaat toch nog enige zin te geven, kreeg hij onder meer een communautaire pacificatierol toegemeten. Door zijn samenstelling zou de Senaat bij voorkeur geschikt zijn om problemen tussen de verschillende Gemeenschappen op te lossen. De Senaat is immers voor een deel samengesteld uit volksvertegenwoordigers die verkozen zijn in hun regionaal parlement en van daaruit zijn afgevaardigd in de Senaat. In de praktijk is echter gebleken dat de Senaat deze pacifice-rende communautaire rol omzeggens nooit heeft kunnen waarmaken. Wanneer adviezen moeten worden gegeven om zogenaamde belangenconflicten tussen Vlamingen en Franstaligen op te lossen, dan beperkt de Senaat zich ofwel tot een verwijzing naar één of andere nietszeggende tekst, ofwel doodgewoon tot de vaststelling dat hij geen advies kan geven bij gebrek aan eensgezindheid tussen Vlaamse en Franstalige senatoren. De opdracht om als verzoener op te treden is dan ook manifest mislukt.

Een andere opdracht die de Senaat bij de meest recente staatshervorming meekreeg, was die van reflectiekamer. Ook wat dit betreft is de productie erg mager gebleken. Er zijn weliswaar in de Senaat debatten geweest die enige weerklank konden vinden, bijvoorbeeld het debat over het stemrecht voor niet-Belgen die de Belgische nationaliteit weigeren, het euthanasiedebat, en zo meer. Maar al deze debatten werden ook steeds opnieuw overgedaan in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De maatschappelijke relevantie van de herhaling van deze debatten in beide kamers kan ten zeerste worden betwijfeld omdat zij in beide kamers volgens dezelfde lijnen verlopen vermits het de partijen en niet de parlementsleden van Kamer of Senaat zijn die de vormgeving en de inhoud van de debatten bepalen.

In het huidige België is een tweekamerstelsel dan ook een loutere verspilling van overheidsmiddelen aangezien zowel qua kwaliteit als qua kwantiteit aan het wetgevende werk en de controleopdracht van de wetgever niets wordt toegevoegd. Het beste is dan ook dat de Senaat wordt opgeheven. Zeker in deze tijden van crisis kan dit immers een grote besparing opleveren voor de staatsfinanciën, vermits de Senaat de schatkist jaarlijks om en bij de 64 miljoen euro kost.

Zodoende kan er, gelet op de brede consensus daarover, alvast al snel werk worden gemaakt van de afschaffing van de Senaat. Dit amendement dient dan ook in die context gelezen te worden.

Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)
Peter LOGGHE (VB)
Tanguy VEYS (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Filip DE MAN (VB)
Bruno VALKENIERS (VB)
Guy D'HAESELEER (VB)